* Le monde en mouvement

**Comment Moscou rebat les cartes**

Titre

**SIGNATURE HASSANE ZERROUKY PERSONNE**



Image

**Légende 1 OCTOBRE, LE SYRIEN BACHAR AL ASSAD S'EST RENDU AU KREMLIN POUR RENCONTRER LE PRÉSIDENT POUTINE. PHOTO RIA NOVOSTI/A. DRUZHININ/AFP**

**En s'impliquant dans la crise syrienne, Vladimir Poutine veut imposer la Russie comme un acteur incontournable sur la scène moyen-orientale.**

**Décryptage.**

**Violents combats au Yémen une vingtaine de miliciens chiites ont péri dans de violents affrontements jeudi à Taëz, la troisième ville du Yémen. Par ailleurs des bombardements sur des quartiers d'habitation de la ville ont fait 22 morts et 140 blessés.**

**70 c'est le nombre d'otages de l'« état islamique » qui ont été libérés, jeudi en Irak, dans une opération conjointe de forces kurdes et états-uniennes.**

**1 POURQUOI LA RUSSIE INTERVIENT-ELLE MILITAIREMENT ?**

Pour les Russes, un processus politique doit succéder aux opérations militaires. Mardi, Vladimir Poutine l'a répété au président syrien, qu'il a reçu à Moscou, puis directement par téléphone au président turc Tayyip Erdogan, au roi Salman d'Arabie, mais aussi au roi de Jordanie et au président égyptien Abdel Fattah Al Sissi. L'objectif proclamé de Poutine, pour qui la présence de 4 000 djihadistes syriens et caucasiens constitue une menace directe pour la Russie, est « de poser les bases d'une solution politique à long terme, impliquant toutes les forces politiques, ethniques et religieuses ». En frappant indistinctement les groupes d'insurgés syriens, dont l'Armée de la conquête et « l'État islamique (EI) », et en prenant l'initiative d'organiser, vendredi, à Vienne (Autriche), une réunion quadripartite incluant les États-Unis, l'Arabie saoudite et la Turquie (la France et la Grande-Bretagne n'y sont pas conviées), la Russie de Vladimir Poutine, qui entend s'imposer comme acteur incontournable de la crise syrienne, cherche à stabiliser la situation, et à rendre possible une telle négociation. Une chose est désormais certaine, la Russie est en train de rebattre les cartes moyen-orientales. Et, peut-être, de changer la donne. Elle a en tout cas réussi dans un premier temps à empêcher la mise en place (ça devait se faire courant octobre) d'une zone d'exclusion aérienne par la Turquie avec le soutien de l'Otan dans le Nord syrien, sous prétexte de protéger les populations civiles, ce qui aurait provoqué l'effondrement de l'armée syrienne puis créé un chaos à la libyenne. Reste à savoir si Moscou a les moyens, dans les semaines et mois à venir, de faire évoluer le rapport des forces militaires sur le terrain afin de sortir la Syrie de l'impasse et, surtout, s'il dispose d'un plan de sortie en cas d'échec.

**2 QUI SONT LES ACTEURS DU CONFLIT SUR LE TERRAIN ?**

Sur le terrain, face au régime de Bachar Al Assad, les deux principales forces sont « l'EI » et l'Armée de la conquête. « L'EI » ou Daech administre un territoire à cheval sur la Syrie et l'Irak avec pour capitale Raqqa. Après avoir pris Palmyre, ses avantgardes armées se trouvent dans la région de Damas mais aussi d'Alep. « L'EI » est, contrairement à ce qui se dit et s'écrit, soutenu principalement par les États du Golfe, Arabie saoudite en tête, via des fondations religieuses, mais aussi par la Turquie qui l'instrumentalise dans sa guerre contre les Kurdes. La force de « l'EI », selon le Gafi (Groupe d'action financière contre le blanchiment de capitaux (voir le rapport de janvier 2015), ce sont aussi la dizaine de champs pétroliers qu'il exploite et qui sont curieusement épargnés par les frappes de la Coalition internationale menée par les États-Unis. Qui plus est, « l'EI » contrôle l'oléoduc passant sur son territoire et qui relie Kirkouk au port turc de Ceyhan. Toujours selon le Gafi, la commercialisation du pétrole (350 000 barils par jour) rapporte à Daech autour d'un milliard de dollars par an. Seconde force dominante, l'Armée de la conquête, alliance militaire regroupant cinq formations islamistes djihadistes. Le Front al-Nosra (Djebhat al-Nosra, branche syrienne d'al-Qaida) et Ahrar al-Sham (le plus grand groupe salafiste avec 20 000 combattants) en sont les fers de lance, suivis par l'autre groupe salafiste parrainé ouvertement par Riyad, Jaysh al-Islam (Armée de l'islam, 10 000 hommes) de Zahran Allouch, présent dans l'arrièrepays damascène. L'Armée de la conquête, soutenue par les pétromonarchies et la Turquie, est présentée par ces derniers comme l'alternative sunnite à « l'EI » et, dans ce sens, la ville d'Idleb (Nord syrien) doit servir de modèle de gouvernance. C'est pourquoi, ils ont veillé à ce que cessent les exécutions publiques de soldats syriens ou de personnes suspectées à tort ou à raison d'être proches du régime de Damas. Et si ces groupes divergent entre eux, et s'affrontent parfois avec « l'EI » ­ comme ce fut d'ailleurs le cas en Afghanistan avant la chute de Kaboul en 1992 entre Chah Massoud, Gulbuddin Hekmatyar, Djallaledine Haqqani, Mollah Omar ­ c'est pour une question de prééminence islamiste et rien d'autre car au fond ­ il suffit de lire leurs programmes ­, ils sont tous pour l'établissement d'un État théocratique. Et dans les territoires syriens qu'ils administrent, la chariâa est appliquée sans états d'âme. Ainsi qu'on le voit, la galaxie islamiste syrienne est complexe. Imaginons dès lors ce qui se passerait si, demain, Damas tombait entre les mains de ces groupes islamistes. Peut-on croire un instant qu'ils vont instaurer les libertés démocratiques et le respect des droits humains, à commencer par ceux de la femme et des minorités non sunnites ? Les Kurdes de l'YPG (unités de protection du peuple), qui ont constitué avec deux groupes arabes une alliance, les Forces démocratiques syriennes (FDS), sont le troisième acteur avec qui il faudra compter. Les YPG, aidés par les frappes américaines, ont bouté « l'EI » d'une partie du territoire kurde syrien. Bien que non reconnus par Ankara et Riyad, les FDS, partisans d'une solution politique basée sur un compromis avec le régime syrien, se sont imposées comme la troisième force militaire sur le terrain. Quant à l'Armée syrienne libre (ASL), elle n'existe pratiquement plus.

Pour le président turc, qui ne manque pas d'imagination, l'attentat d'Ankara qui a fait 102 morts, le 10 octobre, serait un « acte terroriste collectif ». « Dans cette affaire, il y a Daech, il y a le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), il y a les moukhabarat (services syriens) et le PYD (Parti de l'union démocratique kurde, proche du PKK) (...) Ils ont tous ensemble planifié cette opération », a-t-il affirmé lors d'un discours à Ankara! Il ne manque à cette étrange coalition que le Parti démocratique des peuples. Gageons que le chef de l'État turc saura lors d'une prochaine intervention, accuser la formation de Selahattin Demirtas de complicité !

**Moscou dément fermement avoir touché un hôpital de campagne lors d'un raid aérien ayant fait 13 morts.**

**3 QUI METTRE AUTOUR DE LA TABLE DE NÉGOCIATIONS ?**

Les lignes semblent bouger. Washington, Ankara et Riyad, qui posaient comme préalable à tout processus politique le départ d'Assad, ne sont pas opposés à ce que ce dernier reste au pouvoir pendant la formation d'un gouvernement de transition. Tandis que Bachar Al Assad a dit, mardi, à Moscou, que tous les Syriens peuvent participer à un règlement de la crise. Mais, problème, en août dernier, dans la capitale russe, la Coalition nationale syrienne, dominée par les Frères musulmans et soutenue principalement par Ankara, a rejeté la proposition russe d'une coalition élargie à l'armée syrienne pour combattre « l'EI » et réitéré son exigence d'un départ de Bachar Al Assad, considéré comme « la racine du problème ». Reste que le parrainage de cette opposition par Ankara et Riyad lui ôte de fait toute légitimité et la prive de surcroît de se doter de personnalités non islamistes et crédibles. Présente également à Moscou, l'autre aile de l'opposition syrienne, le Comité de la conférence du Caire, composée de forces et de personnalités laïques et non apparentées aux Frères musulmans, présidée par Haitem Manaa, lequel s'est toujours opposé à la militarisation de la révolte syrienne, ne voit pas d'inconvénient à une solution politique basée sur un compromis avec le régime en place. Quant aux groupes armés, hormis les FDS, il est peu probable de voir l'Armée de la conquête ou une de ses composantes comme Ahrar al-Sham ou le Front al-Nosra (ce dernier a appelé les djihadistes du Caucase à frapper la Russie), qui rejettent toute idée de négociation avec le régime de Damas, venir s'asseoir à la table de négociations. Sauf si Riyad et Ankara, sous la pression « amicale » de Washington, leur coupent les vivres.